

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
Gloria Gracida (Mexique)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

1^{er} mai 2019 : une seule classe ouvrière !

Le 1^{er} mai est, depuis le congrès de l'Internationale ouvrière de 1889, la journée internationale de lutte des travailleurs, en hommage aux martyrs de Chicago, ces ouvriers américains exécutés pour avoir combattu pour la journée de huit heures. Cent trente ans plus tard, c'est contre le même système capitaliste, fauteur de guerre et d'exploitation, que, dans le monde entier, les travailleurs se mobilisent ce jour-là, avec leurs organisations et sous le même drapeau rouge, pour leurs revendications.

Nous remercions chaleureusement les correspondants du Comité ouvrier international dans vingt-cinq pays, qui ont permis de réaliser ce reportage.

États-Unis

Les grues qui déchargent les containers sur le port d'Oakland (Californie) étaient toutes à l'arrêt et le port paralysé par la grève, à l'appel du « Local 10 » du syndicat des dockers International Longshore and Warehouse Union (ILWU), explique notre correspondante Mya Shone. Le syndicat s'oppose notamment à la construction d'un stade et de logements de luxe sur le terrain du port, construction qui menacerait les emplois ainsi que ceux de 73 000 travailleurs de Californie du Nord qui dépendent des activités portuaires d'Oakland. Sara Nelson, présidente du syndicat Association of Flight Attendants-CWA (AFL-CIO) (*photo*), dont l'appel à une grève nationale avait contraint l'administration Trump à cesser le blocage du financement des services publics fédéraux (le « Shutdown »), s'était jointe aux dirigeants de l'ILWU dans un meeting ouvrier auquel participaient également les syndicats d'enseignants. Les syndicats ont ensuite fait jonction avec la manifestation pour la défense des droits des travailleurs immigrés.



Mexique



De l'autre côté de la frontière, le 1^{er} mai a été très suivi par les travailleurs mexicains et tout particulièrement dans les zones industrielles des maquiladoras (usines délocalisées au Mexique où les ouvriers sont surexploités), dans la région de la ville de Matamoros (*photo*), où des dizaines de milliers d'ouvriers sont mobilisés pour 20 % d'augmentation des salaires, une prime de 32 000 pesos (« 20-32 ») et contre les syndicats jaunes (« Charros »), nous indiquent nos correspondants au Mexique.

Équateur

Plus au sud du continent, les manifestations à l'appel du Front unitaire des travailleurs (FUT) – qui rassemble les principales organisations ouvrières et étudiantes – ont été particulièrement suivies. En effet, nous indique notre correspondant José Limaico, le président équatorien Lenin Moreno vient d'accepter l'accord exigé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui inclut des licenciements massifs dans la fonction publique, le recul de l'âge de départ à la retraite, la privatisation des entreprises publiques « rentables » (téléphonie, électricité et pétrole). Après des années d'éparpillement, le mouvement ouvrier a commencé à faire front, ce 1^{er} mai, autour de mots d'ordre refusant le plan imposé par le FMI : « *Fuera Moreno ! Fuera FMI !* » (Dehors Moreno ! Dehors le FMI !), reprenaient les manifestants de Quito à Guayaquil.



Pérou



Plusieurs milliers de manifestants ont défilé à Lima à l'appel de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), dont les dirigeants ont qualifié « *d'ennemi des travailleurs et du peuple* » le gouvernement Bizarra, indiquent nos correspondants péruviens.

Brésil

« *Le seul moyen de bloquer la réforme des retraites de Bolsonaro est dans la rue, par la grève générale !* » a déclaré, à l'occasion du rassemblement du 1^{er} mai à São Paulo, Vagner Freitas, président de la Centrale unique des travailleurs (CUT). Devant 200 000 travailleurs réunis à l'appel de toutes les centrales syndicales, celles-ci ont annoncé pour le 14 juin prochain une journée de grève nationale pour mettre en échec le projet de contre-réformes du président d'extrême droite Bolsonaro, indiquent nos correspondants du journal *Resistir!*



Lula



Ce 1^{er} mai 2019, dans tout le Brésil, mais aussi dans les manifestations du monde entier, l'exigence de la libération de Lula a été portée par de nombreux manifestants (photo : à Paris).

Grèce

En Grèce, nous indiquent nos correspondants, alors que la classe ouvrière subit depuis neuf ans les plans d'austérité de l'Union européenne, mis en œuvre par tous les gouvernements successifs, dont l'actuel gouvernement de « gauche » d'Alexis Tsipras, c'est à nouveau la division qui régnait à Athènes. D'un côté, les dirigeants des confédérations syndicales GSEE et ADEDY appelaient place Kathmonos, tandis que PAME, la fraction syndicale du Parti communiste de Grèce, se rassemblait place Syntagma et que d'autres organisations syndicales et politiques appelaient à se réunir devant l'Université polytechnique. Un quatrième rassemblement était convoqué devant le ministère du Travail. Même division dans la ville de Thessalonique, empêchant les travailleurs de faire front contre le gouvernement Tsipras alors que, paradoxalement, une vague de grèves se développe notamment dans les transports (marins, conducteurs de bus, etc.).



Serbie



À Belgrade (Serbie), la manifestation était organisée conjointement par les deux plus grandes centrales syndicales, l'Association des syndicats indépendants de Serbie et la centrale Nezavisnost. Des milliers de travailleurs ont exprimé leur mécontentement, rapporte notre correspondant Jacim Milunovic. La situation sociale dans le pays est marquée par le « dialogue social tripartite », mais le véritable « dialogue » est celui que mène le gouvernement avec les investisseurs étrangers, traduisant chacune de leurs exigences dans de nouvelles lois contre les travailleurs.

Hongrie

« Ce 1^{er} mai, nous sommes à Bàtonyterenye, une petite ville du nord du pays, avec un groupe d'ouvriers. Réunion chez d'anciens mineurs de fond, toujours organisés dans leur syndicat. Dans le petit potager de l'un d'entre eux, nous sommes une trentaine. Ils racontent leur vie, quand il y avait du travail et ce que signifiait alors le 1^{er} mai. Une femme rom raconte : « Mon père travaillait et, le 1^{er} mai, on recevait une prime grâce à laquelle on a pu acheter une lessiveuse, une télévision, c'était une grande fête ! » La discussion se poursuit. Le dirigeant de la Gauche européenne hongroise est avec nous et un personnage, responsable du Parti socialiste, arrive, se présentant comme député au Parlement européen. Ils font connaître brièvement leurs programmes : en finir avec la pauvreté, baisser le prix de l'énergie, améliorer la santé, l'éducation, en finir avec la corruption, etc. Évidemment, pas un mot contre les privatisations. Conclusion : les élections européennes pourraient changer notre vie en contournant le gouvernement avec de l'aide du Parlement européen... Tout le monde se regarde, consterné... » (De notre correspondante en Hongrie).



Grande-Bretagne

Les travailleurs ont manifesté à Londres (*photo*) et dans d'autres villes, indique notre correspondant, John Sweeney.

Allemagne

En Allemagne où les syndicats organisent traditionnellement des défilés, les travailleurs se sont saisis des manifestations pour exprimer leurs revendications – ici pour la défense des conventions collectives – face à la politique anti-ouvrière du gouvernement de grande coalition entre Merkel et les dirigeants du Parti social-démocrate (SPD).



Belgique

« Cette année, nous indiquent nos correspondants du Comité unité-Eenhedscmité, les meetings et défilés du 1^{er} mai en Belgique ont été l'occasion de dresser le bilan de la politique de destruction sociale du gouvernement Michel et d'exprimer la volonté des travailleurs d'en finir avec cette politique (des élections générales auront lieu le 26 mai). Le bilan, c'est la perte de pouvoir d'achat, la pension à 67 ans, le travail forcé et gratuit pour les chômeurs de longue durée, etc. » (photo, manifestation à Gand).



Islande

Les travailleurs islandais manifestaient également dans les rues de Reykjavik (photo de notre correspondant).



Portugal

Les manifestations convoquées cette année par les deux grandes centrales syndicales, CGTP et UGT, expliquent nos correspondants du Portugal, ont eu lieu dans un contexte de remise en cause du droit de grève par un gouvernement du Parti socialiste, soutenu par le Parlement, par le Parti communiste et le Bloc de gauche. Dans les derniers mois, le gouvernement, au nom du « service minimum » a, à deux reprises, ordonné la réquisition des grévistes : infirmiers d'abord, puis transporteurs de matières dangereuses plus récemment. Dans le même mouvement, le gouvernement a fait approuver à sa majorité parlementaire des remises en cause des acquis des travailleurs, permettant aux employeurs d'étendre la période d'essai de trois à six mois, permettant aux patrons de pouvoir licencier sans indemnité un travailleur à l'issue de six mois de « période d'essai ».



État espagnol

Plus de soixante-dix manifestations étaient convoquées par les confédérations UGT et Commissions



ouvrières (CCOO), dans le contexte de la situation ouverte par le résultat des élections du 28 avril. Nos correspondants nous informent que les dirigeants y ont appelé de leurs vœux un « *gouvernement progressiste* », alliance entre le Parti socialiste et Podemos, qui, selon eux, devrait « *abroger les aspects les plus nocifs* » de la réforme du Code du travail de 2013 du gouvernement Rajoy. À Barcelone (Catalogne), 5 000 travailleurs ont répondu à l'appel de l'UGT et des CCOO le matin, puis des milliers ont défilé l'après-midi à l'appel de la plate-forme

« *Dressons la République des droits sociaux !* », liant l'exigence d'abrogation de la contre-réforme du travail avec des mots d'ordre contre la répression et pour l'indépendance de la Catalogne : « *Seule la République nous libérera ! Liberté pour les prisonniers politiques ! Indépendance !* »

Russie

Dans les pays de l'ex-Union soviétique, le poids du stalinisme et des régimes qui en sont issus n'a pas disparu. En Russie par exemple, aux défilés « patriotiques » du régime pour la « Fête du printemps et du travail », répondent les défilés du Parti communiste, où les icônes orthodoxes côtoient les portraits de Staline. Dans une situation qui reste marquée par les mobilisations contre la réforme des retraites de l'été 2018, des groupes de militants ouvriers prennent des initiatives pour se réappropriier le 1^{er} mai. À Irkoutsk, en Sibérie, ils ont donc décidé de convoquer leur propre rassemblement autour d'une banderole citant les paroles de *L'Internationale* : « *Ni dieu, ni César, ni tribun...* » (photo).



À Moscou, reprenant les traditions qui étaient celles du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) sous le régime tsariste, des militants ont organisé un groupe de discussion en forêt pour débattre des problèmes du mouvement ouvrier (photo).

Biélorussie

En Moldavie, même type d'initiative sur les lieux de la première manifestation politique contre le régime tsariste en septembre 1901, tandis qu'en Biélorussie des militants brandissaient des affiches rappelant que le 1^{er} mai, c'est bien la journée de solidarité internationale des travailleurs (*photo*).

Turquie

En Turquie, nous informent nos correspondants, à la suite des élections municipales qui ont vu une majorité d'électeurs chasser les représentants d'Erdogan des municipalités des principales villes de Turquie, la participation des travailleurs a été massive aux manifestations du 1^{er} mai (plus de 200 000 manifestants à Istanbul).



Pakistan

Au Pakistan, c'est sous l'égide d'un « salut rouge aux martyrs de Chicago » que nos camarades de la All-Pakistan Trade Union Federation (APTUF) ont organisé des manifestations dans plusieurs villes du pays dont Lahore (*photo*) et Karachi. Dans leur communiqué de presse, Rubina Jamil, présidente de la All-Pakistan Workers Confederation, et Anwer Gujjar, président de l'APTUF et syndicaliste cheminot, insistent sur la nécessité « d'analyser les succès et les échecs du combat du mouvement ouvrier pour l'émancipation, afin d'aller de l'avant pour en finir avec l'exploitation capitaliste et l'oppression impérialiste ». Les cortèges syndicaux ont mis en avant les mots d'ordre tels que « Non au FMI et à la Banque mondiale ! », « Non à l'exploitation des femmes travailleuses ! », « Non aux privatisations ! », « À bas l'exploitation ! ».



Inde



et communautariste du gouvernement du BJP (parti nationaliste hindouiste et anti-musulman, au pouvoir en Inde) étaient au centre des discours.

Malgré les tensions entre l'Inde et le Pakistan et l'escalade militaire de ces derniers mois, c'est sous les mêmes drapeaux rouges que leurs frères et sœurs du Pakistan que les travailleurs de l'Inde ont répondu massivement à l'appel de leurs organisations syndicales. Notre correspondant, Nambiath Vasudevan, raconte comment, dans la ville de Mumbai, les centrales syndicales NTUI, INTUC, HMS, AITUC et CITU ont organisé un défilé commun, où la présence des femmes travailleuses et notamment des membres du syndicat des employées de maison était particulièrement importante, tout comme celle des travailleurs du secteur formel (relevant du Code du travail) et du secteur « informel ». La défense des conquêtes ouvrières, la lutte pour arracher un système de Sécurité sociale et la lutte contre la politique anti-ouvrière

Chine (Hong-Kong)



La lutte contre la répression anti-ouvrière en Chine était présente dans le rassemblement convoqué le 1^{er} mai à Hong Kong, indique notre correspondant Apo Leong. Des militants y brandissaient une banderole demandant la libération des travailleurs emprisonnés en République populaire de Chine (*photo*), où le gouvernement chinois fait la chasse aux grèves ouvrières.

Kanaky

À quelques milliers de kilomètres de là, en Kanaky (Nouvelle-Calédonie), colonie française de l'océan Pacifique, les travailleurs ont répondu nombreux à l'appel à manifester dans les rues de Nouméa par l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE) (*photo*). Parmi les revendications des travailleurs cette année : le refus du projet de réforme des retraites en Nouvelle-Calédonie, inspiré par le Medef local, qui consiste « à faire basculer d'un système par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle vers un système de capitalisation avec tous les risques que cela comporte ».



Azanie

Alors que le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), membre de la coalition au pouvoir, tenait meeting à Durban, en présence de Cyril Ramaphosa, le président de la République, un meeting ouvrier se tenait



dans le stade de Polokwane, à l'appel de la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (SAFTU). L'un des orateurs, Irvin Jim, dirigeant du syndicat des métallos (NUMSA) a déclaré à cette occasion : « *Tout ce qui était à l'ordre du jour sous le régime raciste de l'apartheid l'est toujours, parce que l'ANC n'a fait que remplacer un régime blanc par un régime noir. La classe ouvrière, depuis 1994, est victime d'une économie sud-africaine qui est restée la même, avec son*

chômage, ses licenciements, ses emplois précaires... L'ANC dit au peuple noir qu'il doit accepter de vivre avec 20 rands l'heure (environ 1,20 euro, le taux du « salaire minimum » instauré par Ramaphosa – ndlr). Ils se sont transformés en serviteurs zélés du capital monopoliste blanc. Ils ont remis en cause le droit constitutionnel des travailleurs à se syndiquer ! »

Maroc

Nos correspondants de *Tribune des travailleurs* étaient dans les manifestations du 1^{er} mai, au lendemain de la signature d'un accord entre les directions des syndicats, le gouvernement et le patronat. Si l'accord inclut une augmentation de 500 dirhams aux fonctionnaires (une moitié en juillet 2019, l'autre en 2020), il ouvre la voie, en contrepartie, à la généralisation du recrutement de CDD dans la fonction publique et à la réforme des retraites. Il ne répond pas aux enseignants contractuels en grève depuis des semaines. Une grande partie des manifestants ont condamné cet accord, y voyant un recul et une atteinte à leurs droits, certains syndicalistes appelant même à se retirer du dialogue social.



Algérie

Un 1^{er} mai de combat

Il y a eu trois premières en ce 1^{er} mai : pas de meeting commun de la direction de la centrale syndicale et du gouvernement pour « fêter le travail » ; l'organisation de manifestations par la Confédération syndicale autonome (CSA), quelques mois seulement après sa proclamation, et le retour aux combats de classe, dans la rue, par les syndicalistes authentiques de l'UGTA après vingt ans d'interdiction de manifester initiée par le gouvernement Bouteflika-Benflis.

Abdelkader Bensalah, chef d'État par intérim, n'a pas osé publier le traditionnel « message aux travailleurs ». Depuis qu'il a été imposé par Gaïd Salah, chef d'état-major, il n'est pas sorti une seule fois du siège de la présidence.

150 000 travailleurs ont répondu présents aux appels séparés de la CSA et des syndicalistes libres de l'UGTA.

La CSA a organisé des marches dans toutes les villes du pays. Dans la capitale, plusieurs milliers ont marché de la place du 1^{er} mai jusqu'à la Grande Poste, malgré plusieurs rangs de cordons de policiers tout au long du parcours. Mais la marche a eu lieu. Sur les marches de la Grande Poste, les syndicalistes ont réaffirmé leur participation au processus révolutionnaire en scandant tous les slogans du mouvement populaire : « *Système dégage* » et aussi « *Nous n'avons pas peur* ». Enfin, petit clin d'œil, les syndicalistes de la CSA ont également scandé « *Libérez l'UGTA* ».

Incontestablement, les syndicalistes libres de l'UGTA ont fait fort. Ils ont réussi à regrouper à Alger, devant le siège de la centrale syndicale, des milliers de responsables et des dizaines de milliers de travailleurs dans les villes de l'intérieur. Deux mots d'ordre principaux : « *UGTA indépendante et démocratique !* » et « *Système dégage !* ».

Dans trois villes, le 1^{er} mai a eu une saveur particulière. À Djelfa, à 400 kilomètres au sud de la capitale, une marche devait être organisée par les « cachéristes »* en soutien à Gaïd Salah. Les travailleurs l'ont empêchée. Des responsables politiques qui s'étaient aventurés en ville ont été expulsés *manu militari*.

À Annaba, à 700 kilomètres à l'est d'Alger, l'ex-« numéro 2 » de l'UGTA a tenté de manifester avec les travailleurs. Il a été purement et simplement prié de s'en abstenir. Les travailleurs ne lui ont pas laissé le choix. Et c'est sous leur slogan favori : « *Vous avez mangé le pays* », qu'il a repris son véhicule pour quitter la grande ville ouvrière.

Enfin, à Oran, à 700 kilomètres à l'ouest de la capitale, c'est avec une joie immense que les travailleurs se sont rassemblés : après trois semaines de grève, ils venaient de signer le protocole d'accord avec la direction, toutes leurs revendications ayant été satisfaites. Une grève menée malgré les pressions de grands experts selon qui la grève mettait « *en danger le pays* ».

Amar Lounes

* Le cachir est un saucisson algérien. Les partis au pouvoir ont l'habitude de distribuer des sandwichs au cachir pour acheter la participation à leurs meetings.

Bénin

Les travailleurs en lutte contre le régime antidémocratique

Ce 1^{er} mai 2019 s'est déroulé au lendemain de la proclamation des résultats provisoires des élections législatives du 28 avril. Élections marquées par un faible taux de participation (22,99 %, de source officielle, en vérité beaucoup plus faible), car seuls y participaient les deux partis créés à l'initiative du président de la République, l'homme d'affaires Patrice Talon. Après la présentation de ces résultats, l'opposition et les deux anciens chefs d'État ont appelé le président de la République à s'engager dans la voie du rétablissement de la démocratie.



Mercredi 1^{er} mai, pendant que six des centrales syndicales remettaient à la ministre du Travail et de la Fonction publique des cahiers de doléances, les travailleurs, avec la Confédération syndicale des travailleurs du Bénin (CSTB), faisaient mouvement vers la place de l'Étoile rouge, pour y tenir leur traditionnel meeting. Ils ont été violemment dispersés par la police usant de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Les travailleurs ont été alors contraints de tenir meeting à la Bourse du travail.

Quelques heures après, la ville de Cotonou a été le théâtre d'un soulèvement populaire. En effet, la population, déjà très remontée contre le hold-up électoral en cours, la misère grandissante, les atteintes aux libertés, a été avertie que le pouvoir avait dépêché au domicile de l'ancien président de la République, Boni Yayi, une horde de policiers et de militaires en vue de son interpellation. Il en a résulté de nombreuses échauffourées entre la population révoltée et les policiers et militaires. On parle de blessés et de pertes en vies humaines.

Correspondant à Porto Novo